

LES « ÉLITES POLITIQUES » ET LA TRAHISON DE LA DÉMOCRATIE : UNE MÉDITATION

**KASEREKA
KAVWAHIREHI,**
Professeur à
L'Université d'Ottawa
Kasereka.
Kavwahirehi@
uottawa.ca

Qu'il y ait un malaise dans la démocratie congolaise, personne de bonne foi ou tout à fait honnête, moralement et intellectuellement parlant, ne saurait le nier, sauf peut-être la petite poignée de privilégiés qui l'orchestrent et en tirent des dividendes. Plus nombreux, les désavantagés commencent à se demander si la démocratie, comme idéal et social, a un avenir au Congo ou si elle survivra à l'alliance des privilégiés contre les citoyens ordinaires ou ceux qu'on appelle encore le souverain primaire.

En effet, les Congolais qui, il n'y a pas très longtemps, s'étaient mobilisés pour l'avènement de la démocratie, avec l'espoir qu'elle apporterait une ère nouvelle, voient beaucoup moins l'avenir en rose. Avec raison! Les emplois se font rares, le nombre de pauvres augmente, le taux de criminalité monte en flèche, etc. Chose désespérante, ce qui tient lieu de débat politique ne s'y intéresse pas. Ceux qui ont droit à la parole rivalisent d'éloquence sur des questions d'intérêt personnel. Les élites qui définissent les questions d'urgence au parlement comme dans les cercles où les calculs politiques se font, ont perdu tout contact avec le peuple. Les mots de l'essayiste américain Christopher Lasch résument bien la situation : « Le caractère irréel et artificiel de notre vie politique reflète à quel point elle s'est détachée de la vie ordinaire, en même temps que la conviction secrète que les vrais problèmes sont insolubles¹ ». Et comme on ne vit qu'une fois, semblent se dire nos élites hédonistes qui perpétuent le vieux commandement de l'égoïsme primaire, « Chacun pour soi, Dieu pour tous », ces privilégiés organisent des parades ou des messes grandioses dont la solennité est une véritable insulte à l'endroit des citoyens ordinaires.

1 Christopher LASCH, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, trad. de l'anglais par Christian Fournier, Paris, Flammarion, 2017, p. 17-18.

De l'isolement des élites à la pauvreté du discours politique

Si l'on considère ce qui se passe, on ne peut qu'être d'accord avec Christopher Lasch qui, dans *La révolte des élites*, a montré que la source du danger pour la civilisation et l'ordre public n'est plus où le philosophe espagnol Ortega y Gasset l'avait situé dans son livre, *La révolte des masses*, paru en 1930. « Il fut un temps où ce qui était supposé menacer l'ordre social et les traditions civilisatrices de la culture occidentale, c'était la « révolte des masses », écrit Lasch. De nos jours, cependant, il semble bien que la principale menace provienne non des masses, mais de ceux qui sont au sommet de la hiérarchie », c'est-à-dire les élites qui se sont constituées en groupe à part, fermé sur lui-même, n'ayant plus de contact substantiel avec les citoyens ordinaires dont, en vérité, ils ne sont que des mandataires, c'est-à-dire des protecteurs des intérêts publics. Au tout début du chapitre 4 qui analyse en profondeur les conséquences de l'isolement des élites tant politiques qu'universitaires et ses conséquences néfastes pour la démocratie et la vie sociale américaines, Lasch écrit :

L'isolement croissant des élites signifie entre autres choses que les idéologies politiques perdent tout contact avec les préoccupations du citoyen ordinaire. Le débat politique se restreignant la plupart du temps aux « classes qui détiennent la parole », comme on a eu raison de les décrire, devient de plus en plus nombriliste et figé dans la langue de bois. Les idées circulent et recirculent sous forme de scies et de réflexes conditionnés. La vieille querelle droite-gauche a épuisé sa capacité à clarifier les problèmes et à fournir une carte fiable de la réalité³.

Il suffit d'un léger travail de recontextualisation pour que ce diagnostic dressé au sujet de l'isolement des élites américaines et de sa signification politique et sociale s'applique à ceux que, au Congo en particulier et en Afrique en général, nous appelons aussi, faute de mieux ou par simple mimétisme, élites politiques, voire universitaires. En effet, que l'on soit à Kinshasa, à Yaoundé, à N'Djamena ou à Brazzaville, les élites africaines, sûres de leur élection divine, et convaincues que cette élection donne accès au savoir-pouvoir absolu, n'écoutent guère ni les revendications et les mouvements sociaux qui les portent ni le peu de penseurs critiques qu'il nous reste. Elles se concertent dans des palais ou des salons aseptisés, véritables microcosmes typiques du « monde artificiel dans lequel des simulations de la réalité remplacent la réalité proprement dite⁴», pour faire des calculs politiques qui peuvent déboucher sur la création d'un parti politique prétendant œuvrer pour le changement. Le vocable devant se comprendre dans le sens d'un renforcement de leurs positions dans le champ politique, qui est aussi le champ où se stockent et se redistribuent les privilèges, les biens rares, les honneurs et les plaisirs.

2 Christopher LASCH, *La Révolte des élites*, op. cit., p. 45.

3 Christopher LASCH, *La Révolte des élites*, op. cit., p.111.

4 *IBID.*

Il suffit de suivre de près le fonctionnement de nos partis politiques pour s'en convaincre. Qu'ils se proclament de « la démocratie et du progrès social », se nomment « Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie » ou encore « Parti Travailleiste », pour ne citer que quelques partis qui sont théoriquement progressistes ou de gauche, tous sont toujours loin de la réalité des citoyens ordinaires. Pour les élites qui semblent avoir le monde commun et la réalité elle-même en horreur – sauf lorsqu'elles ont envie d'étaler leur réussite honteuse et d'attirer des électeurs –, le peuple et le progrès social ne sont jamais que des réalités fantômes, des cache-sexes, ou mieux, des ingrédients d'un discours politique mimétique témoignant rarement d'un effort de réflexion sur la réalité sociale, indispensable pour une politique de progrès social.

Les partis politiques congolais : des coquilles vides ?

L'observateur intéressé par la scène politique congolaise depuis l'institution du multipartisme qui, pour certains esprits malavisés, dit tout de la démocratie, et l'accès au pouvoir du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD), dont les cadres étaient des universitaires respectés dans la cité (sans qu'on sache pourquoi⁵), puis de l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS) qui incarnait les espoirs du peuple, cet observateur ne peut qu'être étonné de la pauvreté du discours sur la question sociale dans une société faisant face à une crise sociale profonde. Il ne pourrait manquer de noter que les partis politiques brillent par leur incapacité à offrir « une base de politisation des identités et de l'expérience sociales des catégories les plus modestes ». Par conséquent, ils échouent, si jamais ils en ont eu l'intention, « à administrer un sens politique s'articulant sur le vécu social⁶ ». Ce dont s'emparent les marchands du salut céleste qui détournent les citoyens ordinaires de la lutte. Après avoir noté l'embourgeoisement des leaders des partis prétendument progressistes et l'appauvrissement des citoyens ordinaires, lequel appauvrissement est directement proportionnel à l'embourgeoisement des premiers, notre observateur pourrait finir par s'approprier les propos de Michel Foucault au sujet de la stérilité intellectuelle liée au fonctionnement et à l'existence des partis politiques ou de la forme-parti : « Je n'ai pas l'impression que les partis politiques aient produit, dans l'ordre de la problématisation de la vie sociale, quoi que ce soit d'intéressant. On peut se demander, continue Foucault, si les partis politiques ne sont pas l'invention politique la plus stérilisante depuis le XIX^e siècle⁷ ».

5 Je partage le point de vue de Lasch selon lequel « Le respect est ce que nous éprouvons en présence de réussites admirables, de caractères admirablement formés, de dons naturels mis à bon usage », *La révolte des élites*, op. cit., p. 122.

6 *Ibid.*, p. 72.

7 Michel Foucault cité par Didier ERIBON, *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, op. cit., p. 51.

Comment ne pas être d'accord avec Foucault quand on voit que des universitaires qu'on croyait lucides et capables d'une analyse critique de la société débitent des âneries une fois qu'ils sont entrés dans un parti politique tout en revendiquant leurs titres académiques. Très vite, ce qui était une hérésie en droit ou en science politique est proclamé, avec un sourire de satisfaction aux lèvres, comme une vérité scientifique de haute portée. Davantage encore lorsque le parti politique auquel ils ont adhéré accède au pouvoir et leur confie des responsabilités étatiques. Dans leur élan pour s'isoler du risque et se prémunir des aléas imprévisibles qui affligent la vie de l'homme, les intellectuels qui accèdent au champ des privilèges et des gratifications pour « la lutte » se séparent avec empressement non seulement du monde commun qui les entoure et avec lequel ils faisaient front commun pour l'avènement de la démocratie mais aussi de la réalité elle-même pour sombrer dans la démesure et le délire. La petite politique ou politique politicienne, se moque de la vérité, même quand elle est scientifique.

L'isolement des élites et la dangereuse tendance à la division sociale

Mais la portée du diagnostic de Christopher Lasch fait au début du chapitre 4 de son essai trouve un prolongement dans le chapitre 6 (« La conversation et les arts de la cité ») ouvrant une partie de l'essai qui a pour thème intégrateur : « Le déclin du discours démocratique ». Après avoir dénoncé l'isolement des élites, Lasch impute cette situation à l'inexistence des institutions promouvant « une conversation générale, transcendant les frontières de classe » et à la disparition des lieux (snack-bars, pubs, salle de quartier, parcs publics) où les gens se rencontraient en égaux et partageaient des expériences sans égard de leurs origines raciales ou nationales. Lasch regrette la disparition, au profit des super marchés, des lieux où s'expérimentait « la conversation ouverte et à bâtons rompus qui est le terreau de la démocratie ⁸ » et « l'essence même de la vie civique ⁹ ».

La vie civique demande des cadres dans lesquels les gens se rencontrent en égaux, sans égard à leurs origines raciales, sociales ou nationales. Du fait du déclin des institutions civiques, depuis les partis politiques jusqu'aux parcs publics et aux lieux de réunion informels, la conversation est presque devenue aussi spécialisée que la production du savoir. Les classes sociales se parlent à elles-mêmes, dans un dialecte qui est propre à chacune, et inaccessible à ceux qui n'en font pas partie¹⁰.

Cette tendance des divisions sociales, susceptibles de se transformer en séparation rigide des classes, traduit de façon évidente un malaise dans la démocratie, celle-ci étant le nom d'une « société qui intensifie sa propre vie sociale au lieu de l'affaiblir, de la limiter ou de la restreindre ». Une société

8 Christopher LASCH, *La révolte des élites*, op. cit., p. 157.

9 *IBID.*, p. 161.

10 Christopher LASCH, *La révolte des élites*, op. cit., p. 157.

démocratique « n'élève pas des barrières entre les individus, les groupes et les 'identités' mais au contraire multiplie entre eux les connexions et les points de contact ¹¹ » et donne à chaque membre ce qui lui permet de participer pleinement à la vie sociale, politique et culturelle. Lasch rejoint sur ce plan le grand philosophe américain de la démocratie, John Dewey, que nous devrions lire pour nous rendre compte de la pauvreté de notre compréhension de la démocratie. Dewey n'a cessé de dénoncer les conséquences sociales des séparations rigides entre les classes. Elles sont non seulement un obstacle à l'échange d'expériences susceptibles de stimuler la pensée des élites, d'empêcher que l'action de la classe désavantagée ne devienne routinière, elles peuvent aussi rendre difficile sinon impossible la possession d'un grand nombre de valeurs communes. « Pour posséder un grand nombre de valeurs en commun, écrit Dewey, tous les membres du groupe doivent avoir une chance égale de prendre et de recevoir, de partager des entreprises et des expériences très diverses. Autrement, les influences qui feront de certains des maîtres, réduiront les autres au rang d'esclave ¹² ». En se parlant à elles-mêmes, les classes sociales se coupent de la possibilité d'ouvrir leur horizon et d'échapper aux actions routinières. En se coupant des préoccupations et des expériences des citoyens ordinaires qui pourraient stimuler leur pensée sociale, la classe des élites tombe dans la superficialité et la stérilité. Non seulement « leur culture tend à être stérile, à demeurer en vase clos, » mais « leur art devient ostentatoire et artificiel, leur richesse luxueuse, leur connaissance hyperspécialisée, leurs manières dédaigneuses et inhumaines ¹³ ».

Dès lors, si l'on considère que les élites devraient donner le ton à la politique, plus précisément, au débat public grâce auquel les idées nouvelles se propagent dans la société pour la régénérer, et que « l'absence du commerce libre et équitable qui naît de la diversité des intérêts partagés déséquilibre l'émulation intellectuelle ¹⁴ », l'on comprend que le nombrilisme des uns et des autres met en danger le progrès même de la communauté. En fait, comme le souligne Dewey, les séparations rigides entre les classes vont à l'encontre d'une leçon que nous enseigne l'histoire, à savoir : « Toute ère de progrès a coïncidé avec la mise en œuvre de facteurs qui tendaient à supprimer les distances entre des peuples et des classes autrefois séparés les uns des autres ». Et de renchérir : « Même les prétendus bienfaits des guerres, si tant est qu'il y en ait, découlent du fait que les peuples qu'oppose un conflit sont, du moins, obligés de se connaître et, partant, d'élargir leurs horizons ¹⁵ ».

11 Franck FISCHBACK, *Le sens du social. Les puissances de coopération*, Montréal, LUX Editeur, 2015, p. 12.

12 John DEWEY, *Démocratie et éducation*, Paris, Armand Colin, 2019, p. 166.

13 *IBID.*

14 *IBID.*

15 *IBID.*, p. 168.

Les maux qui risquent d'hypothéquer notre jeune démocratie

À la lumière de ce qui précède, il n'est pas difficile de s'apercevoir que la jeune, très jeune démocratie congolaise semble déjà atteinte de maux que Lasch et Dewey dénoncent. Sans être alarmiste, on pourrait dire que, au Congo, l'entrée en démocratie est paradoxalement allée de pair avec une intensification des disparités entre les élites politiques (dont certains ont gagné leur ticket d'entrée dans cette classe par des moyens très peu démocratiques) et la masse des citoyens ordinaires. Le fossé directement lié aux inégalités criantes et immorales dans la redistribution des ressources vitales donne l'impression que certaines vies dotées de valeur doivent être protégées à tout prix contre les aléas de la vie, tandis que d'autres, jugées sans valeur, sont négligées. Si la tendance actuelle continue, le risque est grand de voir émerger, du point de vue social, politique et économique, deux Congo : un Congo des puissants et riches (parmi lesquels des politiciens très bien rémunérés, dont l'allégeance, pour ne pas parler de la conscience, s'achètent en billets verts et en voitures de luxe), et un Congo des sans parts, au sens où ils ne prennent pas part aux délibérations politiques et sont ignorées lors de la répartition des ressources vitales. Peut-on encore parler de démocratie, lorsque la politique se définit comme la distinction entre des vies qui comptent et des vies qui ne comptent pas ? Dans ce cas, de quoi la démocratie serait-elle véritablement le nom dans notre histoire sociale ?

Démocratie et du sens du social

S'il est vrai que, même dans les cités africaines, il n'existe pas d'institutions promouvant une conversation générale, transcendant les frontières des classes, il me semble bien que là n'est pas l'explication du fait que nos élites ne font que se parler à elles-mêmes. Une explication plus fondamentale est à chercher du côté de la compréhension même de l'idée de démocratie. Celle-ci est brouillée, obscurcie par les pesanteurs historiques inscrites dans ce qui constitue notre présent, par « les contraintes qui nous viennent du passé et se trouvent sédimentées à la fois dans les institutions qui nous entourent, dans les normes qui régissent nos pratiques, dans nos modes d'être et de penser ¹⁶ » que la démocratie, comme révolution sociale radicale aurait pu transformer si nous n'avions pas opté pour une compréhension technique pour laquelle la démocratie est une forme de gouvernement ou un ensemble de règles et d'institutions permettant de sélectionner les dirigeants, ou d'exercer le pouvoir acquis légitimement. Alors, la première compréhension qu'on appelle aussi compréhension élargie (la démocratie comme révolution sociale radicale) exige la réintégration des institutions politiques formelles dans le flux de la vie sociale, la deuxième

16 Didier ERIBON, *Écrits sur la psychanalyse*, Paris, Fayard, 2019, p. 266.

qualifiée de restreinte (la démocratie comme forme de gouvernement ou mode de sélection des dirigeants) favorise la sacralisation des institutions et de ceux qui les animent. La machinerie de l'État étant identifiée à l'État même, ceux qui ne sont pas logés dans les institutions de l'État sont invisibilisés. L'héritage du mobutisme et, donc, de la pensée unique incarnée par celui qui a le pouvoir et par conséquent la clé des richesses et des plaisirs entre ses mains façonne encore le comportement des élites politiques congolaises. Le culte de la personnalité qu'on peut observer aujourd'hui et l'engouement des partis pour former l'Union sacrée sans projet de société dûment élaboré sont des signes facilement décriptables. Va aussi dans ce sens l'appauvrissement des masses qui est inversement proportionnel à l'embourgeoisement des élites politiques. Cette situation anormale en appelle à la nécessité d'en revenir à l'idée même de démocratie, « de clarifier et d'approfondir la compréhension que nous en avons, et d'employer la signification que nous en formons pour critiquer et remodeler ses manifestations politiques¹⁷».

Si l'on analyse froidement ce qui se passe au Congo depuis la promulgation de la Constitution du 18 février 2006, on peut se rendre compte que nous avons privilégié la démocratie « comme système de gouvernement » au détriment de « la démocratie comme idée sociale ¹⁸ ». Nous avons priorisé les institutions gouvernementales en oubliant qu'elles « ne sont qu'un mécanisme pour procurer à cette idée sociale des canaux d'opération effective ¹⁹ ». L'on peut se demander si tout n'est pas parti de Sun city où n'étaient présents que les élites et « opérateurs politiques » comme on les nomme à juste titre au Congo où la politique tend justement à n'être qu'un « business » comme un autre. On ne pourra mettre fin à la crise profonde dans le social qu'en revenant à l'idée même de démocratie comme forme de communauté. La démocratie est, en effet, la ressource même qui permet de « briser les barrières de classes, de race et de territoire national qui empêchent les hommes de percevoir la portée entière de leur activité²⁰ ». En d'autres termes, « on ne peut soulager les maux dont souffrent la démocratie que par davantage de démocratie ²¹ ». Sans l'incarnation de l'idée de démocratie comme forme de communauté où chacun a la possibilité de se réaliser, de fructifier ses potentialités en les mettant au service de tous, le Congo ne pourra pas se développer dans l'harmonie et la concorde. Au lieu de devenir une grande démocratie, il sera un marché où les plus forts dévoreront les faibles.

En revenant à l'idée même de démocratie, on corrigera aussi la pauvre et minimale compréhension que nous avons du concept de « social ». En

17 John DEWEY, *Le public et ses problèmes*, trad. J. ZASK, Gallimard, 2010, p.238.

18 *IBID.*, p. 237.

19 *IBID.*, p. 237.

20 Dewey, cité par Franck FISCHBACH, *Le Sens du social*, *op. cit.*, p.15.

21 John DEWEY, *Le Public et ses problèmes*, *op. cit.*, p.238.

réduisant le social au pouvoir d'achat de la ménagère, comme on l'entend souvent, grand est le risque de réduire les êtres humains qui sont des êtres sociaux à des tubes digestifs. Certes, la sécurité matérielle est une condition pré-requise pour contribuer et participer à la vie sociale, culturelle et politique. Mais elle n'épuise pas le sens du social. Dans une perspective plus riche, découlant de la démocratie comme idée sociale, on doit entendre par « social », ce qui permet, autorise ou vise une intensification de la vie sociale, c'est-à-dire un développement et une affirmation des puissances de la coopération qui nous permettraient de dépasser le tribalisme car qui dit coopération dit cause commune. Seront alors dits antisociaux des

dispositifs qui limitent, interrompent, restreignent, minimisent, voire interdisent, la participation des individus et des groupes à une vie sociale riche et intense. C'est la raison pour laquelle le sort du social et celui de la démocratie sont intimement liés, la démocratie étant le nom même d'une vie sociale intense, partagée et dynamique, qui accroît en nombre et en intensité pour les individus les occasions de développer mutuellement, dans et par des rencontres, leur puissance propre comme puissance de coopération²².

La démocratie et la pensée de l'espace

L'intensification de la vie sociale peut nécessiter une nouvelle organisation de l'espace, celle-ci témoignant justement de la radicalité de la démocratie qui suppose de grands changements dans toutes les institutions existantes sur tous les plans, le but étant toujours d'intensifier la vie sociale²³. On sait que l'émergence de la démocratie athénienne est allée de pair avec « l'avènement d'un espace social entièrement nouveau. Les constructions urbaines (n'étaient) plus, en effet, groupées comme auparavant autour d'un palais royal, cerné de fortifications. La ville (était) maintenant centrée sur l'Agora, espace commun (...), espace public où sont débattus les problèmes d'intérêt général²⁴ ». Il s'agit d'un espace spécifique où pouvaient s'expérimenter la sociabilité démocratique et le cortège de 'vertus' qui l'accompagnent. Comme le suggère Zask, les théories du changement et de la transformation sociale peuvent gagner à être relayées par celles de l'organisation spatiale et territoriale. L'organisation de l'espace influe sur les gens et conditionne leurs manières d'être. Elle peut disposer aux modes de vie démocratiques ou, au contraire, les perturber ou les empêcher²⁵. Il est des espaces qui conviennent et donnent cours à la liberté, aux échanges informels, à la coopération, voire, à la pensée.

Ainsi que l'écrit Goetz : « L'action a lieu, prend place, occupe – ou libère – de l'espace. L'architecture conditionne la pensée, la sensation, mais

22 Franck FISCHBACH, *Le Sens du social. Les puissances de la coopération*, Montréal, Lux éditeur, 2015, p. 11-12.

23 John DEWEY, *Écrits politiques*, op. cit., p. 415.

24 Jean-Pierre VERNANT, *Les Origines de la pensée grecque*, Quatrigé/Presses Universitaires de France, 1962, p. 42.

25 Joëlle ZASK, *Quand la place devient publique*, op. cit., p. 72.

aussi l'action²⁶ ». De là l'importance, pour une société qui se démocratise, de penser la « puissance d'entraînement des lieux, des espaces, des constructions, des étendues aménagées, qui porteraient et emporteraient la puissance des hommes (non la puissance comme domination, mais la puissance au sens éthique : accroissement du désir d'être et de durer²⁷ ». Il ne suffit donc pas de concevoir et d'installer des institutions de gouvernement dites démocratiques, de sélectionner les dirigeants, il faut aussi concevoir des espaces de vie sociale, créer des places démocratiques, ouvertes à tous et favorisant les contacts et les échanges au-delà des classes ou catégorie sociale. Ces espaces doivent être configurés « de manière à accompagner, à l'abri des processus de domination, les exercices d'autogouvernement des uns et des autres²⁸ ». Il peut s'agir de jardins ou de parcs publics, de salles de quartier (centres communautaires), de maisons communales, etc. En ces lieux, les habitants du quartier ou de la commune peuvent, dans l'égalité et le respect des différences, se rencontrer pour échanger informellement en prenant un café ou même formellement pour discuter d'un problème d'intérêt commun. Les nouvelles places publiques adaptées au mode de vie démocratique doivent être ancrées dans l'histoire commune du pays et configurées pour associer les mémoires et l'histoire, le passé et les usages présents, les symboles partagés, souvent très affectifs, et les projets communs. Comme l'écrit Zask :

La place démocratique est configurée de manière à ce qu'elle témoigne de l'histoire, relie les mémoires et puisse évoluer. La relation de la place au passé est capitale. C'est d'elle que dépend sa signification, ce qu'elle représente, ce qui relie les gens à elle et entre eux. Les places démocratiques sont des « lieux de mémoire », selon l'expression de Pierre Nora. Elles favorisent alors l'ancrage des gens dans une durée qui les oriente et constitue leur monde d'opportunités, d'inclusion et d'expériences possibles²⁹.

On ne peut que regretter l'absence, dans nos villes, des places démocratiques qui témoignent de notre histoire, relient nos mémoires et représentent les aspirations partagées qui nous mobilisent ; des places qui soient aussi des lieux où la responsabilité individuelle et collective par rapport à notre idéal démocratique est chaque fois revitalisé et transmis aux jeunes générations. Ces places publiques et démocratiques pourraient porter les noms des martyrs de la démocratie. Il est tout à fait anormal que le sacrifice de ces fils et filles en qui le peuple se reconnaîtrait facilement tarde à être reconnu publiquement. Grâce à la mémoire de ces martyrs, la démocratie apparaîtrait comme quelque chose qui doit être jalousement protégée de toute régression par fidélité aux vies données pour elle.

²⁶ Benoît GOETZ, *La Dislocation. Architecture et philosophie*, Paris, Les Éditions de la Passion, 2001, 2e éditions 2002, p.112.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Joëlle ZASK, *Quand la place devient publique*, op. cit., p. 70.

²⁹ Joëlle ZASK, *Quand la place devient publique*, op. cit., p. 78.

Je ne peux terminer ma méditation sur le malaise dans notre démocratie sans faire allusion au danger qui la guette à cause du néolibéralisme en cours et au sein duquel elle doit se définir comme humanisme. La reconfiguration néolibérale du capitalisme durant les trente dernières années de notre processus de démocratisation de surface a engendré des dispositions subjectives (et elle a sans doute structuré des formes de personnalité) qui, comme l'a suggéré Fischbach, « vont précisément à l'encontre d'un besoin de renforcement des liens de solidarité entre sujets autonomes. Ces subjectivations se caractérisent au contraire par des formes de renoncement à l'autonomie individuelle et des demandes de soumission à l'autorité³⁰ ». Ce faisant, elle sape les bases même de la démocratie – pas de démocratie sans autonomie individuelle – et nous incite à la vigilance face à la possibilité jamais totalement vaincue du totalitarisme. C'est à cela que Adorno attire notre attention en écrivant :

L'ordre économique et l'organisation économique rendent la majorité des hommes dépendants de facteurs qui leur échappent et les empêchent d'accéder à la majorité; s'ils veulent vivre, ils n'ont d'autre ressource que de s'adapter et se plier à la réalité donnée; ils sont contraints de tirer un trait sur cette subjectivité autonome à laquelle se réfère l'idée même de démocratie et ne peuvent survivre que s'ils renoncent à être eux-mêmes (...) La nécessité d'une telle adaptation, d'une telle identification avec la réalité donnée, avec le pouvoir en tant que tel, contient en puissance le totalitarisme³¹.

En définitive, malgré ceux qui se réjouissent de nos avancées démocratiques formelles, force est de reconnaître que la démocratie congolaise est encore à venir. Dans notre société qui veut se libérer d'un système où les esprits et les sentiments des gens étaient dominés par l'idée que le contrôle politique vient d'en haut, la démocratisation doit être saisie comme un projet radical et global, dont la tâche essentielle de réalisation dans les institutions sociales, culturelles, politiques et économiques, et même l'organisation de l'espace, nous attend. En effet, si en théorie nous pouvons prétendre avoir établi des institutions politiques démocratiques, il faut reconnaître que les attitudes égoïstes et narcissiques, les manières de considérer la vie des autres, et les types de pensée et d'action politique nées quand nous étions contrôlés de l'extérieur et soumis à un pouvoir arbitraire persistent. Or, l'expérience montre que, tant que ces manières persistent, la démocratie politique, qui doit avoir pour ancrage la démocratie sociale, n'est pas sûre.■

30 Franck FISCHBACH, *Qu'est-ce qu'un gouvernement socialiste ?*, Montréal, Lux éditeur, 2017, p. 10.

31 Theodor W. ADORNO, « Que signifie : repenser le passé? », dans *Modèles critiques*, trad. M. Jimenez et E. Kaufholz, Paris, Payot, 1984, p. 107.